

ENSEMBLE!



Ce 31 mars 2021 nous sommes de nouveau rassemblés devant la Sous Préfecture à l'appel des 9 organisations.

CGT, FSU, FO UCR , CFTC , CFE CGC, Solidaires retraités , LSR , Ensemble et solidaires.

Frapnée par une crise sanitaire mondiale, l'année 2020 a été très difficile pour tous, en France et dans le monde.

L'année 2021 ne s'annonce pas bien meilleure.

La crise économique et sociale n'épargne aucun secteur de notre société.

Le gouvernement Macron, au service du MEDEF, développe et applique, dans tous les domaines, dans toutes les branches d'activités, des politiques antisociales qui impactent toutes les générations.

Pour le gouvernement et le MEDEF, la Covid 19 est un effet d'aubaine, pour casser les conquêtes sociales, les solidarités, pour un capitalisme encore plus mondialisé, toujours plus pollueur, et qui confisque les richesses produites par les travailleurs au profit de potentats .

Le « quoi qu'il en coûte » de Macron, consiste à verser des dizaines de milliards aux entreprises du CAC 40, pour maintenir leurs profits. SANOFIS, entreprise qui était chargée pour la France de la recherche et du développement du vaccin relatif au Covid 19, s'est vue attribuer des aides financières, distribuées par le gouvernement, alors même que leurs actionnaires ont perçu 4 milliards de bénéfice.

Le fameux ruissellement préconisé par Macron c'est :

- la suppression de l'ISF.
- 230 milliards d'aides diverses au profit du grand patronat, chaque année, pris sur les budgets de l'état et de la sécurité sociale, transfert de finances qui engendre la destruction des services publics et de la solidarité.
- 57,8 milliards de dividendes reversés par les entreprises aux actionnaires du CAC 40 .

- **La politique de Macron, c'est la casse des services publics de santé :**

Les hôpitaux sont débordés, les personnels sont en souffrance car en sous effectif chronique, la situation dans les EHPAD est catastrophique.

La première vague de pandémie a révélé le manque de lits de réanimation, seulement 4000 lits pour 67 millions d'habitants. Olivier Veran, ministre de la santé avait promis l'ouverture de 12 000 lits de réanimation; il en est rien, au contraire, 1000 lits hospitaliers ont été fermés depuis mars 2020.

Lors d'une interview à France Inter, Stanislas Guerini, député de Paris et président de la république en marche, ment, lorsqu'il affirme que le gouvernement a augmenté le nombre de lits et que le budget des hôpitaux a été augmenté de 8.5 milliards.

Entre le remboursement des dettes et le soit disant rattrapage des salaires, il manquera, en 2021, pour l'hôpital, 2,5 milliards.

En 30 ans, 100 000 lits ont été fermés, avec la suppression massive de personnel.

Dans de nombreux territoires, la désertification médicale oblige à parcourir des distances importantes pour trouver un professionnel de santé, sans parler des délais de RV.

- **Nous exigeons**, des moyens indispensables pour notre système de santé publique, la multiplication de médecins généralistes et des centres de santé publics, pour garantir un accès au soins, l'application du tiers payant sans dépassement d'honoraires.

Nous exigeons, 100 000 embauches immédiates dans l'hôpital public pour répondre aux besoins sanitaires.

Nous exigeons, des vaccins rapidement et pour tous, à l'échelle planétaire, seul moyen efficace de combattre la pandémie. Les décisions et la stratégie du gouvernement ne répondent pas aux enjeux. Les laboratoires, propriétaires des brevets, décident de la production et de vendre aux plus offrants, alors qu'ils bénéficient des financements publics pour la recherche.

La sécurité sociale ne doit pas financer la course aux profits, ni les actionnaires des laboratoires privés.

Pour la CGT, le vaccin doit être gratuit pour tous, C'est pourquoi, avec d'autres acteurs, est demandée la levée de la propriété privée sur les brevets, pour permettre la diffusion des vaccins à tous. Le gouvernement a fait le choix de confier les inscriptions à la vaccination à des plates formes privées alors que cela relève d'acteurs publics, notamment les mairies.

Nous exigeons , que soit votée rapidement une loi pour l'autonomie et le grand âge comme promise par le gouvernement pour 2019.

Le droit à l'autonomie, doit être intégré dans la branche maladie de la sécurité sociale; le financement doit être assuré par les cotisations sociales; ce n'est pas aux seuls retraités de financer ce droit, ni par l'impôt, ni par des mesures fiscales supplémentaires ou par des assurances individuelles.

Les personnes âgées, représentent la majorité des décès et des hospitalisations liées au Covid 19.

Pour assurer la santé et la qualité de vie aux personnes en perte d'autonomie, il est nécessaire d'organiser un grand service public de l'autonomie et de créer 200 000 emplois dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile.

- **La politique de Macron pour la jeunesse;**

Ce sont les universités, fermées sans raison, alors que des mesures sanitaires réelles sont possibles. Les étudiants sont condamnés au «sans contact» ,confinés dans des chambres exiguës, contraints de faire appel aux associations de solidarité pour des aides alimentaires, faute de revenus suffisants.

- **La politique de Macron pour les demandeurs d'emplois,**

Ce sont de nouvelles mesures antisociales, qui portent atteinte à leurs droits, avec augmentation du nombre de mois de cotisations, dégressivité programmée des indemnités .

- **La politique de Macron pour la culture;**

C'est de la bâillonner; rien ne justifie la fermeture des musées ,des cinémas, des théâtres, des galeries, des salles de concerts .

L'action culturelle est muselée; elle est qualifiée de non essentielle.

Là aussi des mesures sanitaires ont pu être proposées. Tout ce qui est relatif aux droits d'expression, d'enrichissement culturel et d'informations , dérange le pouvoir néolibéral. Seul le consumérisme porté par des groupes tels que Amazone est leur fer de lance.

- **La politique de Macron est antidémocratique.** La démocratie est attaquée, avec la répression policière et l'adoption de lois liberticides.

Le parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement.

Le Président de la République a légiféré par 84 ordonnances en 24 mois; ainsi la rapidité des décisions étouffe tout débat démocratique et toute contestation portées par les travailleurs.

Quant aux médias, ils sont détenus à 92 % par les 9 milliardaires du pays dont Vincent Bolloré . Son groupe vient d'être condamné à 200 000 € pour des propos racistes envers les migrants.

- **La politique de Macron, c'est l'augmentation de la pauvreté**

Comme dans tous les pays néolibéraux, selon l'ONU , au niveau mondial, 32 millions de personnes supplémentaires vont basculer dans l'extrême pauvreté. En France 12 millions de foyers sont aujourd'hui dans la précarité énergétique.

L'évolution du coût de la vie entraîne une explosion de la pauvreté qui touche toutes les générations. Un nombre toujours plus grand de retraités et de personnes âgées voient leur niveau de vie baisser dangereusement : les pensions nettes (après CSG 8,3% CASA et CRDS) ont augmentées de 6,26% entre le 1 janvier 2008 et le 31 décembre 2019, alors que l'indice des prix a évolué de plus 12,93% et le SMIC de plus 20,05%. La perte du pouvoir d'achat s'accroît pour les nouveaux pensionnés qui ont cumulé chômage, temps partiel et stagnation de salaires .

Les retraités ont droit au respect.

Le gouvernement et les médias aux mains des milliardaires tentent de diviser les générations.

Non, les retraités ne sont pas des privilégiés: sur les années 2018, 2019, 2020, ils ont perdus l'équivalent de 2 mois de pensions, comme confirmé par toutes les études du DRESS ou du COR

Nous sommes solidaires de la jeunesse; le responsable de leur situation c'est Macron, pour qui l'état est au service du grand capital néolibéral.

Des services publics bien commun qui répondent aux besoins de tous;

Nous exigeons, l'arrêt immédiat du démantèlement des services publics et demandons leur développement.

Nous exigeons ,l'arrêt des privatisations et leur réintégration dans la gestion publique.

Nous exigeons, le maintien des guichets et des accueils physiques dans les administrations et services publics,qui ne doivent pas disparaître du fait de la dématérialisation des procédures.

Ensemble, retraités, salariés et usagers, nous voulons faire entendre nos besoins , dans les domaines de la santé, de l'action sociale, des transports et du logement, l'accès à l'énergie et la distribution de l'eau, produits de première nécessité devant être garantis, par un pôle public , et à des tarifs accessibles pour tous.

Le service public, la justice sociale, la démocratie et la transition écologique sont de solides piliers, pour construire une société fondée sur la réponse aux besoins de tous et toutes , et où la place des retraités sera reconnue.

L'augmentation de 0,4 % des pensions au 1er janvier 2021 et le gel des retraites complémentaires constituent une véritable provocation .

Les retraités veulent vivre dignement nous revendiquons :

- La suppression de la hausse de la CSG
- Une mesure immédiate de revalorisation de 100€ comme première étape avant les 300€ nécessaire.
La gratuité des transports en commun pour tous
- La réindexation des pensions sur le salaire annuel moyen
- Des vaccins gratuits pour tous
- Pour un droit à l'autonomie dans la branche maladie de la sécurité sociale
- La fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources
- Le rétablissement des services publics de proximité et pleine compétence.

